

«Pas de changement sans l'aval du gouvernement»

Page 4

# LE JOUR

## D'ALGERIE

V o t r e q u o t i d i e n n a t i o n a l

Dixième année - N° 3660 - Ven. 4 - Sam. 5 septembre 2015 - Prix : 10 DA

Une centaine de morts en une semaine

### L'hécatombe continue sur nos routes

Page 2



Désignation du bureau du FLN et session du comité central

## Saadani absent de la scène politique

Page 3

### Rentrée(s)

Par Mohamed Habili

**L**a rentrée scolaire de demain, 6 septembre, sera l'une des rares fois où les classes reprendront non seulement sans grève en perspective mais même sans une menace de grève... depuis que les syndicats autonomes existent. Le fait est assez remarquable en lui-même pour mériter d'être souligné. Il l'est davantage dans le contexte actuel de pétrole pas cher et de crise économique planétaire qui se poursuit pour la septième année consécutive, en dépit de l'annonce faite depuis maintenant des mois, à partir des Etats-Unis notamment, qu'elle appartient désormais au passé. Encore n'est-ce pas là les seules circonstances susceptibles de perturber la rentrée scolaire plus particulièrement. Il est bien sûr fait ici allusion à la polémique qui a éclaté cet été autour d'une proposition préconisant l'emploi de la langue maternelle dans le préscolaire et les deux premières années du primaire comme antidote à l'échec scolaire, la plaie majeure de l'école algérienne, à qui il faut bien trouver remède. Si les syndicats autonomes étaient aux mains des ultras de la langue arabe, on conviendrait que ce n'est pas une rentrée en bon ordre qui aurait lieu demain. Ce sont donc ces mêmes syndicats autonomes d'habitude portés à la grève qui ont fait en sorte qu'il n'y ait aucune qui soit au programme pour cette fois-ci. On peut ne pas avoir été toujours en accord avec eux, et ce fut souvent le cas des parents d'élèves, mais force est de reconnaître que leur réputation d'autonomie n'est pas usurpée.

Suite en page 3

Implication des voyagistes dans la relance du secteur du tourisme

## «L'agence de voyages ne se réduit pas à El Hadj»



Le ministre du Tourisme, Amar Ghoul, ambitionne d'«absorber» la devise dépensée par les touristes algériens à l'étranger. Pour cela, il faut que les agences de voyages s'impliquent en élaborant des circuits touristiques pour les nationaux au sein des belles régions d'Algérie, indique-t-il.

Lire page 2

Demandeurs d'asile en Europe

### L'ONU appelle à la répartition d'au moins 200 000 réfugiés

Page 24

Treizièmes rencontres cinématographiques de Béjaïa

### Une édition avec beaucoup de nouveautés

Page 13

Implication des voyagistes dans la relance du secteur du Tourisme

# «L'agence de voyages ne se réduit pas à El Hadj»

■ Le ministre du Tourisme, Amar Ghoul, ambitionne d'«absorber» la devise dépensée par les touristes algériens à l'étranger. Pour cela, il faut que les agences de voyages s'impliquent en élaborant des circuits touristiques pour les nationaux au sein des belles régions d'Algérie, indique-t-il.

De notre envoyée spéciale à Tlemcen Louiza Ait Ramdane

Pour relancer le secteur du tourisme, le ministre du tourisme, de l'Aménagement du territoire et de l'Artisanat, Amar Ghoul, compte sur le tourisme local. Pour cela, le ministre compte beaucoup sur les agences de voyages, qui selon lui, doivent jouer un rôle important pour inciter les nationaux à visiter d'abord leur pays avant d'opter pour l'étranger. Pour cela, un cahier des charges se prépare au niveau de son département à définir d'autres activités pour les agences de voyages. Il a appelé à cet effet, ces agences à élaborer un programme et définir le cahier des charges pour inciter les Algériens à rester dans leur pays. Cette vision passe, selon lui, par la valorisation des sites, l'élaboration de circuits touristiques pour faire découvrir le patrimoine historique de chaque région. «Les agences de voyages ce n'est pas uniquement El Hadj et la Omra. C'est également les circuits touristiques à la faveur des nationaux pour qu'ils puissent connaître et découvrir le patrimoine et les richesses de leur pays», a expliqué le ministre du Tourisme, Amar Ghoul, lors d'une visite de travail dans la wilaya de Tlemcen, qui qualifie ce choix d'«impératif et de nécessité de l'heure notamment avec la baisse des prix du pétrole impliquant le passage immédiat à une économie alternative». Il constitue néanmoins un des axes de la politique visant, a-t-il affirmé, «à préparer une économie de l'après-pétrole». Pour réussir ce pari, Amar Ghoul a fait savoir que «cela nécessite en



premier lieu, la réalisation des infrastructures touristiques selon les normes internationales, l'obligation de l'encadrement et la formation de tous les cadres spécialisés dans la gestion du secteur, le perfectionnement des services et la promotion de la destination Algérie».

## Le gouvernement accorde une «importance capitale» au tourisme

Le tourisme, a-t-il ajouté, est l'un des cinq secteurs sur lesquels compte s'appuyer la relance de l'économie nationale et la création de richesses, outre l'agriculture, l'industrie, les services et le savoir. Le gouvernement accorde, a-t-il assuré, une «importance capitale» au tourisme pour le substituer à la rente

pétrolière. En vue d'un investissement touristique durable, des mesures seront mises en œuvre. «Ces mesures auront pour finalité d'alléger les procédures administratives, de lever les obstacles à l'accès au foncier et d'assurer l'accompagnement financier nécessaire», a assuré le ministre du Tourisme. Le ministre a mis l'accent aussi sur la nécessité de la diversité, la complémentarité et l'homogénéité entre espaces d'activité économique. Il a souligné la complémentarité entre le tourisme balnéaire, de montagne, thermal, religieux, culturel et historique et entre le tourisme, le sport et la santé dans le cadre de l'ouverture d'espaces importants, des complexes et des camps pour les familles algériennes. Il a également plaidé pour l'utilisation des infrastructures durant les quatre saisons et

invité ses interlocuteurs à ne pas «baisser rideau dès la fin de l'été». La première halte de Amar Ghoul dans la wilaya de Tlemcen était la station thermique Boughrara qui fait l'objet de travaux de modernisation.

## Faciliter les démarches aux investisseurs

Le ministre n'a pas caché son irritation quant à l'étude présentée par le chef de projet de sa rénovation. «Il faut que vous sortiez de cette vision étroite et penser à construire des espaces pour toute la famille. Fini le bricolage. Il faut répondre au moindre besoin de la famille algérienne qui visite les lieux», a-t-il dit, appelant le chef de projet à entamer les travaux dans les plus brefs délais. Amar Ghoul a rap-

pelé que de nouvelles mesures seront prises pour faciliter les démarches aux investisseurs, notamment en ce qui concerne le dossier d'admission, ajoutant qu'il est indispensable de mettre fin à la bureaucratie, première cause des retards que subit le secteur du tourisme. Pour cela, il est indispensable d'aller de l'avant en facilitant, en premier lieu, la tâche aux investisseurs, en contrôlant, orientant et réunissant les conditions nécessaires à la relance du secteur, et ce, en mettant en place des organigrammes simples et efficaces. Lors de l'inauguration de l'hôtel privé Relax, Amar Ghoul a insisté également sur l'importance de l'utilisation des produits locaux au niveau de ces infrastructures, notamment dans la décoration. Le ministre a également assisté à une exposition sur le plan de développement de l'extension touristique de la plage «Marsat Ben M'hidi» de la direction du tourisme à Mansourah où il a inauguré un nouveau siège de la direction du tourisme. Ghoul a instruit le chef de projet de revoir le projet en procédant à l'intégration de nouveaux sites attractifs et d'autres activités économiques, sachant que la plage est située sur les frontières avec le Maroc. Le ministre du Tourisme a affirmé que Tlemcen recèle des potentialités et des atouts lui permettant de réaliser un bond qualitatif pour devenir un pôle touristique par excellence. La wilaya dispose de 3 400 lits. Un nombre insuffisant, selon le ministre, qui estime que les besoins de la wilaya sont de 15 000 lits.

L.A.R.

Une centaine de morts en une semaine

## L'hécatombe continue sur nos routes

Des centaines de personnes ont perdu la vie dans des accidents de la route survenus durant une semaine au niveau national, selon le dernier bilan de la Gendarmerie nationale. La situation actuelle est alarmante et le constat est dramatique, surtout que le nombre des victimes ne cesse de prendre de l'ampleur. Le nombre de morts ne baissera significativement et durablement que le jour où le gouvernement prendra enfin conscience que la sécurité routière repose sur trois principes indissociables : un automobiliste raisonnable, un véhicule en bon état et une route bien entretenue. En effet, pendant cette période de rentrée sociale, qui connaît un grand mouvement de déplacements des citoyens, les accidents de la circulation continuent d'ensanglanter nos routes. Il ne se passe pas un jour sans qu'au moins un accident grave ne soit signalé. Que ce soit sur le périmètre urbain ou rural,

l'Algérie est championne sur ce registre. En dépit des campagnes de sensibilisation entreprises en vue d'arrêter l'hémorragie sur nos routes, ou du moins atténuer le phénomène, on constate une progression alarmante des accidents de la circulation. Le non-respect du code de la route est devenu monnaie courante. Malgré les appels à la vigilance lancés à travers les différents canaux de communications, la route demeure meurtrière. Qui pourra arrêter l'hécatombe ? Les Algériens mènent une guerre sans merci car personne n'est à l'abri et rien ne semble pouvoir arrêter le volant aveugle qui continue de tuer des centaines d'Algériens au quotidien. Les uns pensent que ce phénomène revient au non-respect du code de la route. En effet, les feux rouges dans les périmètres urbains ne servent plus à rien et les panneaux de signalisation sont devenus inutiles. Et d'autres rétorquent que

le premier problème est essentiellement dû aux conducteurs. Quoi qu'il en soit, le bilan continue de s'alourdir. Pour preuve, le dernier bilan établi hier par la Protection civile fait froid dans le dos. 102 personnes ont trouvé la mort et 876 autres ont été blessées dans 457 accidents de la circulation enregistrés à travers le territoire national durant la période du 25 au 31 août. Mascara vient en tête des wilayas, ayant enregistré le plus grand nombre de décès avec 8 morts, suivie de Djelfa, Tiaret et Mila avec 7 morts chacune, précise la même source. Une augmentation a été enregistrée en ce qui concerne le nombre de morts (24 morts) par rapport à la période précédente, et une baisse dans le nombre des blessés (3 blessés), a ajouté la même source. Selon les services de la Gendarmerie nationale, les principales causes de ces accidents sont l'excès de vitesse, les dépassements dangereux, le non-res-

pect de la distance de sécurité et les manœuvres dangereuses. A cet effet, la DGSN avait lancé il y a deux semaines une campagne de sensibilisation sur son site Internet et sur les réseaux sociaux (Facebook et Tweeter) au profit des usagers de la route, sous le slogan « Circuler en toute sécurité en respectant les règles de la bonne conduite ». A travers cette campagne, la cellule de communication de la DGSN prodigue des conseils aux usagers de la route, leur rappelant les règles de la bonne conduite pour éviter les mauvais comportements au volant et les accidents dramatiques. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan de communication pour l'année 2015 de la direction générale de la Sûreté nationale, visant à exploiter les nouvelles technologies de communication dans la propagation de la culture routière et l'implication du citoyen dans l'équation sécuritaire.

Meriem Benchaouia

Désignation du bureau du FLN et session du comité central

# Saadani absent de la scène politique

■ Au moment où la rentrée politique s'annonce riche et chaude, le secrétaire général du Front de libération nationale est toujours en congé. Saadani est attendu pour la désignation du bureau politique de son parti et la présentation de son initiative portant constitution d'un front de soutien au président Bouteflika.

Par Nacera Chennafi

Depuis sa conférence du 13 juin durant laquelle il a rejeté la proposition de Ahmed Ouyahia, Sg par intérim du RND, portant création d'un pôle de soutien au président de la République, Amar Saadani qui est sorti triomphant du 10<sup>e</sup> congrès du FLN reste absent de la scène politique.

Au moment où la rentrée politique s'annonce riche et chaude, le secrétaire général du Front de libération nationale est toujours en congé. Saadani est attendu pour la désignation du bureau politique de son parti et la présentation de son initiative portant constitution d'un front de soutien au président Bouteflika. Selon certains militants, dont des députés du parti qui préfèrent garder l'anonymat, Amar Saadani serait toujours en vacances en France. Durant tout l'été, le vieux parti et son secrétaire général, Amar Saadani ne se sont pas prononcés sur différents sujets qui ont fait polémique sur la scène nationale, dont la question de la langue arabe à l'école, la gestion de la crise économique et même les intentions de l'ex-chef de l'Ais Madani Mezrag portant création d'un parti politique et encore le projet de révision constitutionnelle qui reste entouré de suspense et risque de ne pas être



présenté au Parlement, qui a repris ses fonctions mercredi passé. D'autre part, la direction du parti n'a pas aussi répondu au dernier communiqué de ses détracteurs dans lequel Balayât annonce le recours au Conseil de l'Etat concernant le dernier congrès du parti. Il est à noter que cette même direction n'a toujours pas rendue publique la liste nominative des membres du comité central issu du dernier congrès. «On ne connaît même pas les membres du comité central», nous dit un militant du parti.

En outre, les militants du parti et en particulier les membres du comité central attendent avec impatience la désignation des membres du bureau politique du parti. Une désignation qui a été toujours suivie de mécontente-

ments chez les uns et les autres. Cette désignation doit intervenir avant le 18 septembre, date de la tenue de premier comité central du parti après le dixième congrès. Lors de cette session, il est attendu que Amar Saadani présente aux membres du comité central, son initiative portant création d'un front de soutien au président Bouteflika.

Depuis le dernier congrès, le vieux parti a réconforté son positionnement sur la scène politique et dans les couloirs de décision après que son dixième congrès fut réussi alors que certaines parties s'attendaient à son explosion. Le 10<sup>e</sup> congrès du FLN a été marqué par le plébiscite de Amar Saadani comme Sg du FLN. Avec son plébiscite à l'occasion du 10<sup>e</sup> congrès, Amar

Saadani asseoit solidement sa légitimité jusque-là mise en doute par ses adversaires. Contesté lors de son élection durant la session du comité central du parti tenue le 29 août 2013, soit plus de six mois de vacance du poste de secrétaire général après la destitution de Abdelaziz Belkhadem, Amar Saadani est plus fort que jamais maintenant qu'il a été plébiscité par un congrès national mais son silence et cette longue absence constatée par plusieurs observateurs laisse la voie à des interrogations... Mais il faut attendre les prochains jours pour comprendre la nouvelle vision du vieux parti face à une scène politique en bouillonnement et une conjoncture économique difficile. N. C.

Université d'été du FFS

## «Le pays est toujours en attente de changements réels»

Intervenant à l'ouverture de l'université d'été du parti tenue dans la station balnéaire de Souk El-Tenine, à l'est de Béjaïa et devant plus de 400 participants, dont des membres du présidium à l'image de Ali Laskri, des députés du parti, des élus, des syndicalistes et des représentants de la société civile, le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Mohamed Nebbou estime en substance que le changement est plus que jamais nécessaire pour mettre le pays à l'abri des diverses menaces. «Sur un plan plus général je suis convaincu que le pouvoir ne s'en sortira pas avec les méthodes déjà mises en œuvre par le passé». Car, dira-t-il, «c'est trop peu et trop tard et le pays est toujours en attente de changements réels que ce soit sur le plan politique, économique et social». Et d'ajouter : «comme souvent, le FFS ne croit pas à une sortie de crise avec les méthodes usitées jusque-là par le pouvoir qui est en panne d'une vision et d'un projet d'avenir». Le responsable du FFS a décliné ce qui peut constituer à ses yeux, une sortie de crise qui doit s'articuler, selon lui, autour de la construction du



consensus. Il dira à ce propos que «l'ensemble des forces organisées dans le pays doivent dépasser les intérêts égoïstes pour se consacrer à l'essentiel et que les diversions n'ont pas leur place dans la phase actuelle et dans la hiérarchie des priorités du pays». Il a ensuite réitéré l'initiative politique lancée par le parti comme une solution réelle à la crise: «j'estime que le pays a besoin de reconstruire un consensus national fondé sur une approche constituante et sur la construction de l'Etat de droit».

«Ce consensus national sera mesuré à l'attention et à la sollicitude des couches sociales précarisées», souligne-t-il. M. Nebbou estime par la suite que «les logiques frontistes ne nous paraissent pas constituer une approche appropriée aux réalités actuelles», avant de s'interroger: «que vaudrait une initiative institutionnelle dont nos compatriotes se défierait de même que les alternances claniques, présentes faussement comme des initiatives citoyennes, voire patriotiques». Pour lui, «il n'appartient

pas aux Algériens de payer le prix de l'inconséquence de ses dirigeants». Au sujet de la chute du prix du pétrole qui a induit une crise et une politique d'austérité, le FFS avertit en disant que «des politiques d'austérité quel que soit leur camouflage connaîtront un échec cuisant et se verraient opposer une résistance déterminée et active de notre parti». «Ce n'est pas à ces Algériennes et à ces Algériens de payer le prix du désastre dont ils ne sont pas responsables», a-t-il conclu. Auparavant, le chef de file du FFS a souligné que «le Cnes, tripartite, collectivités locales éventuellement et déconcentration des problèmes dans les wilayas», sont autant de leviers activés par le pouvoir sur le plan interne sans pour autant réussir car, explique-t-il «il n'y a pas de concertation, de dialogue social réel et de décentralisation véritable». Se voulant optimiste, le FFS fait remarquer que le pays peut se ressaisir mais, en faisant de bons choix mettant en avant une fois de plus le projet de consensus national «fondé sur une approche constituante et sur la construction de l'Etat de droit».

Hocine Cherfa

M. H.

LA QUESTION DU JOUR

### Rentrée(s)

Suite de la page une

Reste qu'il est vrai que s'ils ont cru bon de profiter de la mobilisation des détracteurs de Benghebrit, dans le système éducatif et hors de celui-ci, qui ne cachaient pas qu'ils voulaient son éviction, pour faire avancer leurs revendications, c'en aurait été fini de cette réputation, qui fait leur force. Ils ne sont pas tombés dans le piège qui leur était apprêté, soit par les seules circonstances, soit par des mains secrètes, soit par un mélange plus ou moins inextricable de ces deux éléments. Or la rentrée scolaire, c'est en réalité la rentrée tout court, qui elle commence le 1<sup>er</sup> septembre, coïncidant cette année avec l'ouverture de la session parlementaire d'automne. Sans doute n'est-ce pas de l'hémicycle que risque de partir l'étincelle, si effectivement il y a de l'orage dans l'air, comme on le prétend ici ou là, et qui fera tout basculer. Mais enfin, Louisa Hanoune a attendu la rentrée scolaire, sociale et politique, la plus calme depuis des années pour déceler dans la période actuelle un air de pré-révolution. Elle ne pouvait pas choisir moment moins indiqué pour énoncer pareil oracle. Une rentrée aussi paisible, le fait est qu'on en a rarement vu. Non seulement pas de grève en cours, mais pas même de préavis de grève. Non seulement dans le secteur le plus gréviste, c'est-à-dire l'école, mais nulle part ailleurs. Ni chez les cheminots, ni chez les postiers, ni chez les éboueurs, pour ne parler que de ceux dont on ne peut imaginer qu'ils soient paisibles quand l'air retentit déjà de grondements. D'où la question qui se pose de savoir où Louisa Hanoune a pu voir le désordre poindre quand c'est le calme plat où que l'on regarde. Est-ce dans le bas prix du baril ? Elle ne serait pas alors la seule dans son cas. Plein de gens en effet, nationaux et non d'ailleurs, sont d'avis que la paix civile est en Algérie rigoureusement indexée sur le prix du baril. Or voilà que celui-ci a perdu pas loin de 50% de sa valeur, amputant d'autant les recettes extérieures du pays, sans que cela se traduise par des remous si faibles soient-ils à travers le pays. Une pré-révolution aussi tranquille, il n'y a pas de pouvoir qui n'en redemanderait.

Benghebrit/Système du baccalauréat

# «Pas de changement sans l'aval du gouvernement»

■ «La proposition soumise par les experts à l'occasion de la tenue de la Conférence nationale d'évaluation de la réforme de l'école (25 et 26 juillet) concernant l'examen du baccalauréat, requiert l'aval du gouvernement car s'inscrivant dans le cadre du système national des examens», a affirmé M<sup>me</sup> Benghebrit.

Par Halim H.

Aucun changement ne sera opéré dans le système du baccalauréat sans l'aval du gouvernement, a déclaré hier la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrit. «La proposition soumise par les experts à l'occasion de la tenue de la Conférence nationale d'évaluation de la réforme de l'école (25 et 26 juillet) concernant l'examen du baccalauréat, requiert l'aval du gouvernement car s'inscrivant dans le cadre du système national des examens», a affirmé M<sup>me</sup> Benghebrit dans un entretien à l'APS à la veille de la rentrée scolaire 2015-2016.

Plus explicite, la ministre a indiqué que son département s'attellait à réunir les propositions issues de cette conférence en vue de les soumettre au gouvernement avant la fin septembre. Les participants à la conférence avaient préconisé une réduction du volume horaire des épreuves du baccalauréat et l'organisation de deux sessions du Bac, la première devant sanctionner la 2<sup>e</sup> année secondaire et la seconde au terme de la troisième année secondaire. Pour M<sup>me</sup> Benghebrit, l'introduction d'une 1<sup>re</sup> session en 2<sup>e</sup> année secondaire requiert une autre proposition consistant en la fiche d'évaluation continue pour garantir l'assiduité des élèves. Cette proposition «n'implique pas une annulation de certaines matières, mais plutôt une antici-

pation de l'enseignement de ces matières, dispensées en terminale», a précisé la ministre, soulignant que «la fiche d'évaluation continue sera toujours en vigueur durant la 3<sup>e</sup> année secondaire pour inciter l'élève à se présenter aux cours». «Avant de mettre en œuvre cette proposition, nous devons disposer d'une vision exhaustive et instaurer une période transitoire, condition sine qua non si le gouvernement venait à donner son accord», a-t-elle ajouté. 131 propositions ont sanctionné les travaux de la Conférence nationale sur la réforme de l'école.

H. H./APS



PIVD. R.

A un jour de la rentrée scolaire

## Nos écoles sont dans un état déplorable

Certains écoles primaires, CEM, lycées, sont dans un état navrant, et la situation matérielle de ces écoles, surtout les primaires, est à prendre en charge en urgence : les prises sont inopérantes, les murs sont sales, vitres brisées, fenêtres et portes sont aussi dans un état déplorable... La rentrée approche à grand pas, les étudiants se préparent à rejoindre l'école. Malheureusement, dans certaines villes des établissements ne sont pas aptes à les abriter. En effet, la situation de ces écoles n'a pas changé. Les vitres brisées depuis des années sont restées dans le même état, les cours où sont censés jouer les écoliers sont encombrés de débris. Les tri-

cheurs des années précédentes ont laissé pour leur part leur «patrimoine» sur les murs de ces écoles. La situation matérielle est donc navrante mais personne ne semble vouloir la prendre en charge. Dans une école primaire de la capitale, à titre d'exemple, on constate que les toilettes sont boueuses, les portes ainsi que les fenêtres sont à remplacer, les tables et bancs sont fragiles, il y a un manque d'eau potable, la cour est devenue un parking ou les gros bras font la loi. Deux familles se sont appropriées deux salles de cette école. La nouvelle directrice de cet établissement scolaire a été choquée par l'état de l'école. Un des directeurs qui nous ont fait part de leur mécontentement,

nous a déclaré : «Chaque année, on fait part aux responsables, à travers un rapport de fin d'année scolaire, de l'état lamentable de nos établissements. Mais à chaque fois on est mis de côté. Il n'y a plus de place pour écrire sur les murs tellement ils sont sales. Les toilettes ne servent pas depuis l'année dernière, il y a des bidonvilles juste à côté de l'école». Et d'ajouter : «Ils auraient dû procéder aux réparations avant la rentrée, malheureusement nous ne sommes pas pris au sérieux». A Alger, dans certaines écoles les classes sont transformées en logements occupés par des enseignants et leur famille qui n'ont pas où aller. Chaque coin de ces écoles est endroit propi-

ce pour constituer un débarras du mobilier usagé. A un jour de la rentrée scolaire, et malgré l'état dans lequel se trouve ces établissements, les directeurs sont tenus d'effectuer la rentrée des classes. Ils estiment qu'ils sont lésés et méprisés par certains élus locaux qui se dérobent à leurs prérogatives et font preuve d'irresponsabilité. Des directeurs d'écoles primaires interpellent les autorités locales sur cette situation est intolérable, appelant à la mise en place d'une commission pluridisciplinaire pour visiter ces établissements scolaires et prendre des décisions saluaires, et ce, dans l'intérêt général. Ils soulignent d'un ton ferme que la santé des élèves est leur priorité. **Thinhinene Khouchi**

Pour assurer une bonne rentrée scolaire à Béjaïa

## Le wali mobilise les directeurs d'établissements

Les 56 directeurs de lycées et 165 directeurs des CEM de la wilaya de Béjaïa ont été réunis hier par la direction de l'éducation de la wilaya au niveau du campus Aboudaoua. La rencontre, première du genre, a été présidée par le wali de Béjaïa Zitouni Ouled Salah, comme annoncé la veille. Elle a été consacrée à la situation du secteur de l'éducation à la veille de la rentrée scolaire qui aura lieu demain. Une situation passée au peigne fin par le responsable de l'exécutif qui a relevé, dans son intervention, le retard accusé dans la réception des projets d'établissements scolaires engagés en faveur du secteur, regrettant que beaucoup d'entre eux ne sont pas encore achevés. A titre d'exemples, seuls deux ou trois lycées ont été réceptionnés cette année. Le wali s'est engagé à aller de l'avant dans ce domaine par le parachèvement des projets d'ici fin 2016. Pour ce faire, il a annoncé que dorénavant seuls les entreprises et bureaux d'études performants et compétents seront retenus pour la réalisation des projets de développement dans la wilaya avec la

levée également de tous les obstacles bureaucratiques. Il a exhorté l'assistance à conjuguer les efforts pour réussir une rentrée dans des conditions normales. Pour sa part, le directeur de l'éducation a souligné que «le déficit en encadrement pédagogique cette année sera comblé sans sou-

cis». A ce propos, il a donné le feu vert aux directeurs d'établissements pour recruter des vacataires en cas de besoin. Il les a également instruits de se mobiliser pour assurer une bonne rentrée scolaire, sur tous les plans : distribution de manuels scolaires, encadrement, organisations

pédagogique et administrative ; comme il a invité ces subordonnés à rester à l'écoute des parents d'élèves, insistant sur le dialogue avec le partenaire social, une des conditions pour réussir une bonne reprise. Il a souligné, au passage, que le nombre d'élèves cette année est de 194 621, soit moins de 5,5% par rapport à l'an dernier. Parmi ces derniers on retrouve 97 170 élèves du primaire répartis en 4 115 divisions dans 518 écoles et groupes scolaires à travers la wilaya. Dans le cycle moyen, les 156 collèges accueilleront quelque 59 683 élèves. Au cycle secondaire, 37 668 lycéens, dont 15 913 candidats au baccalauréat seront scolarisés dans 56 lycées de la wilaya, dont trois ouvriront leurs portes pour la première fois. Les élèves et établissements seront encadrés et gérés par 19 975 fonctionnaires, tous corps confondus. Au sujet de la prime de scolarité, le nombre des élèves qui devraient en bénéficier cette année est en baisse. Il est pour le moment de 28 307 élèves.

Hocine Cherfa

### Un plan spécial mis en œuvre par la sûreté de wilaya

DES MESURES spéciales ont été prises par la sûreté de wilaya pour la rentrée scolaire qui aura lieu demain, apprend-on de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «ces mesures de prévention visent à assurer une rentrée sereine aux élèves des différents cycles». Ce plan consiste en une présence massive des services de sécurité aux alentours des établissements scolaires à travers la wilaya de Béjaïa. La police sera présente, en force, à travers des rondes et des policiers seront postés devant les établissements pour sécuriser l'entrée et la sortie des élèves. Les policiers veilleront à interdire le stationnement et les manœuvres dangereuses aux conducteurs des deux roues et autres. «La direction générale de la Sûreté nationale accorde une importance capitale au travail de sensibilisation dans le milieu scolaire», ajoute-t-on dans le communiqué. Un programme a été élaboré à ce propos, en faveur des élèves notamment du primaire et du moyen. «Il s'agit d'inculquer aux élèves la culture de la prévention routière, ceci en coordination avec les parties concernées», poursuit la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

H.C.

## Réalisation et gestion des autoroutes

## Création prochaine d'une seule entité

■ Le péage sur les autoroutes figure toujours dans l'agenda du ministre des Travaux publics Abdelkader Ouali. Une déclaration venue en marge d'une visite qu'il a effectuée jeudi à la wilaya d'Oran. Début 2016, les premiers centres de péage seront réalisés sur une autoroute qui ne cesse de faire parler d'elle.

Par Mohamed Mabkhout

Les autoroutes, dans l'ensemble, suscitent l'intérêt du ministre des Travaux publics Abdelkader Ouali. Pour cela, il visionne une nouvelle gestion managériale, à commencer par la fusion des deux agences gestionnaires. L'Agence Nationale des Autoroutes (ANA) et l'Algérienne de Gestion des Autoroutes (AGA) seront une seule entité à l'avenir. Une restructuration qui vient comme une éventuelle solution à nos autoroutes, synonyme de pistes trouées. Au sujet de la situation déplorable de l'autoroute Est-Ouest s'ajoute le projet de péage qui selon les dernières informations, pour chaque kilomètre il

faut payer 5 dinars. Selon les responsables du secteur, le péage a pour but d'assurer le financement nécessaire pour la maintenance continue. Une façon qui autonomisera la gestion de ce méga-projet, dont les défauts se constatent très clairement au passage.

À cet effet, il a souligné que les démarches effectuées pour la programmation de l'opération de péage se déroulent dans de bonnes conditions et seront validées prochainement. Le ministre a insisté sur la nécessité de préparer l'ensemble des infrastructures et installations d'accompagnement avant la mise en service des futurs postes de péage. Ces installations, a-t-il expliqué, seront équipées en moyens selon les standards internatio-



naux, en termes de sécurité et de prestations de services, en plus des moyens de repos au profit des usagers de la route.

Des caméras de surveillance et autres équipements technologiques seront installés le long de

l'autoroute Est-Ouest pour faciliter les opérations d'intervention des différents corps et services concernés, en plus des unités de surveillance et d'intervention relevant des travaux publics, en charge de la maintenance rapide

du réseau routier, a ajouté le ministre. Le ministre a indiqué que la moitié des revenus de cette nouvelle agence des autoroutes qui sera chargée de la réalisation et la gestion du réseau autoroutier, sera destinée, entre autres, à la maintenance, à la rénovation et au développement de ses infrastructures et équipements. L'autre moitié des recettes est destinée à rembourser les crédits octroyés par les banques.

Concernant les unités d'intervention et de surveillance relevant de son secteur, le ministre a souligné qu'il sera procédé à leur renforcement au niveau de tout le réseau routier du pays, notamment au niveau de l'autoroute Est-Ouest et les routes nationales et autres. Actuellement 370 unités sont en activité. Le ministre avait auparavant inauguré l'unité de surveillance et d'intervention, située sur l'autoroute traversant la wilaya d'Oran. Celle-ci doit bénéficier de sept unités similaires.

Il est à rappeler que le consortium japonaise Cojaal chargé de la réalisation, a été relancé dans le but de se rattraper et de mettre de l'ordre dans l'autoroute la plus chère au monde.

M. M.

## Complexe textile algéro-turc de Relizane

## Les travaux de réalisation lancés en novembre prochain

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdelham Bouhouareb, a présidé jeudi, à Relizane, la cérémonie de signature d'un accord de partenariat algéro-turc portant sur la réalisation d'un complexe intégré des textiles au niveau du parc de Sidi Khattab. L'accord a été signé par le P-dg du groupe public national

Confection et Habillement (CH), Mohamed Bouchama et par le P-dg du groupe turc Taypa Mesut Toprak. Le complexe dont les travaux de réalisation seront lancés en novembre prochain, comptera huit usines intégrées qui seront spécialisées dans la production des tissus et des articles de bonneterie et de finissage de tissus,

une école de formation dans les métiers du textile ainsi qu'un pôle des affaires et diverses installations. Le projet qui sera livré dans un délai de 36 mois permettra la création de 25 000 emplois. Le coût de l'investissement est de l'ordre de 150 milliards DA. Le projet qui s'étendra sur une superficie de 100 ha devra

répondre aux besoins du marché national en produits d'habillement. 40 PC de la production sera destinée au marché national et les 60 PC restants seront exportés. Le parc de Sidi El Khattab est situé à 20 km au nord de la ville de Relizane et non loin de l'autoroute Es-Ouest. L.T.

Selon le FMI

## L'impact du ralentissement chinois plus important que prévu

Le ralentissement de l'économie chinoise, s'il était attendu, a un impact plus important que prévu, a estimé le FMI dans un rapport publié en préparation de la réunion des ministres du

Finances du G20 à Ankara, en Turquie. «La transition de la Chine vers un rythme de croissance plus modéré, si elle correspond en gros aux prévisions, semble avoir des répercussions transfrontalières plus importantes que ce qui était précédemment envisagé, ce qui se reflète dans une baisse du prix des matières premières et des marchés boursiers», indique le Fonds monétaire international. Selon l'institution monétaire, la croissance mondiale au premier semestre de cette année a été

plus lente que sur la même période l'an passé, «reflétant un ralentissement dans les pays émergents et une reprise plus faible dans les économies avancées». «Les risques pèsent plutôt du côté négatif et une concrétisation simultanée de certains d'entre eux impliquerait des perspectives beaucoup plus sombres», ajoute-t-elle. Dans le cas des pays émergents, qui avaient tiré la croissance mondiale lors de la crise financière dans les pays avancés ces dernières années, «les risques à court terme ont augmenté», estime le rapport. Il cite à l'appui de ce constat, «la transition de la croissance en Chine», le plus faible prix des matières premières, la hausse du dollar et le

renversement des flux de capitaux. L'institut de la finance internationale (IIF), qui représente l'industrie bancaire, avait indiqué la semaine dernière que les flux de capitaux vers les pays émergents s'étaient taris en août. Les ministres des Finances du G20, qui regroupe les principales économies mondiales, se réunissent vendredi et samedi à Ankara en préparation du sommet du G20 de novembre à Antalya (Turquie). Le FMI prévoit toutefois que «l'activité économique dans les économies avancées devrait accélérer modérément cette année et l'an prochain» avec un effet bénéfique de la baisse des prix du pétrole, «même si la réponse de la demande au recul intervenu pré-

cedemment a jusqu'ici été plus faible qu'anticipé». Le Fonds recommande en conséquence la poursuite des politiques monétaires accommodantes suivies en Europe, au Japon et aux Etats-Unis et souligne que dans ce dernier cas, le relèvement attendu des taux doit reposer sur les données économiques. «Faute de pressions manifestes sur les prix et les salaires jusqu'à maintenant, la normalisation devrait être graduelle» aux Etats-Unis, ajoute-t-on de même source alors que la Banque centrale américaine se réunit à la mi-septembre et pourrait décider de sa première hausse des taux en près d'une décennie à cette occasion.

N.G.

Zone euro

## La BCE abaisse ses prévisions d'inflation et de croissance

La Banque centrale européenne a abaissé jeudi ses prévisions d'inflation et de croissance en zone euro pour 2015, 2016 et 2017, envisageant même un recul passager des prix «dans les prochains mois», principalement lié à la faiblesse des prix du pétrole. La BCE table désormais sur une inflation de 0,1% en 2015, 1,1% en 2016 et 1,7% en 2017, contre +0,3%, +1,5% et +1,8% respectivement jusqu'à

présent, a annoncé, en conférence de presse, son président Mario Draghi. Evoquant la baisse de la demande mondiale et les inquiétudes sur les émergents, l'institution monétaire mise parallèlement sur une croissance de 1,4% cette année - contre 1,5% attendu précédemment - de 1,7% en 2016 (contre 1,9%) et 1,8% en 2017 (contre 2%). «De nouveaux risques pèsent sur les perspectives de croissance

comme d'inflation sont apparus récemment», a ajouté M. Draghi. Selon le patron de l'institution de Francfort, le coup de frein de l'économie chinoise se propage par deux canaux: d'une part en pesant sur les exportations des autres pays, d'autre part en affectant «la confiance» sur les marchés financiers. L'inflation, obstinément faible malgré le programme de rachats massifs de dette de la BCE en vigueur

depuis mars, pourrait par ailleurs s'avérer «négative dans les prochains mois» a estimé Mario Draghi. Cette perspective, qui ravive les craintes de déflation au sein du bloc monétaire, devrait rester «passagère», principalement alimentée par les prix du pétrole, alors que la dynamique côté salaires «continue de s'améliorer», selon lui.

S. H./ agences

Prix  
Le pétrole en baisse en Asie

LES COURS du pétrole baissent hier en Asie où le cours du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en octobre perdait 17 cents à 46,58 dollars dans les échanges électroniques. Le baril de Brent, la référence européenne du brut, également pour livraison en octobre, cédait 16 cents, à 50,52 dollars le baril.

L'administration américaine va révéler vendredi les chiffres du chômage pour août aux Etats-Unis, dernier rapport sur l'emploi publié à peine deux semaines avant une réunion de la Réserve fédérale.

L'emploi est un indicateur majeur de la solidité de la croissance américaine. Avant que les incertitudes sur la Chine ne secouent les marchés, les analystes s'attendaient à un possible relèvement des taux dès septembre. Ceux-ci sont maintenus proches de zéro depuis la crise financière il y a sept ans. Jeudi à la clôture, le WTI a gagné 50 cents à 46,75 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex). A Londres, le Brent a progressé juste de 18 cents, à 50,68 dollars, sur l'Intercontinental Exchange (ICE). R. E.

Rentrée scolaire à Boumerdès

# 200 000 élèves dont 100 000 filles attendus

■ Pour la rentrée scolaire 2015-2015, pas moins de 209 922 élèves dont 101 299 filles des trois cycles de l'enseignement, primaire, moyen et secondaire, sont attendus à la wilaya de Boumerdès.

Par A. Kichni

16 500 nouveaux inscrits découvriront pour la première fois l'école dans les classes spécialisées dans le préparatoire, 104 216 dans le primaire, 60 962 dans le moyen, 27 234 dans le secondaire et 1 643 (199 en classes préparatoires, 978 dans les classes du primaire, 330 dans le moyen et 136 dans le secondaire) sont inscrits dans des écoles privées. Les enfants sont répartis dans 371 écoles primaires, 104 collèges de l'enseignement moyen et 48 lycées ainsi que 6 établissements scolaires privés dont un a été agréé récemment et ouvrira ses portes dès la rentrée de demain, précise-t-on. Le communiqué de la direction de l'éducation précise que 7 946 enfants sont inscrits au niveau de 26 établissements scolaires pour l'enseignement de la langue tamazight, 1 367 dans le cycle du primaire répartis entre 8 établissements, 4 515 dans le cycle du moyen dans 15 établissements et 2 064 dans le cycle du secondaire dans 5 établissements. Toujours dans le chapitre lié à l'enseignement des langues, l'on indique aussi que 2 421 élèves auront droit à l'apprentissage des langues étrangères (1 321 la langue allemande et 1 092 la langue espagnole). Ils sont répartis sur 85 groupes (43 groupes pour la langue allemande et 42 groupes

pour l'espagnol) et encadrés par 44 enseignants. En matière de personnel, le secteur de l'éducation dispose de 9 347 enseignants dans les trois cycles, 2 846 personnels administratifs et 2 150 ouvriers professionnels chargés de la surveillance et de l'entretien.

## Ouverture de 6 nouveaux lycées, 3 CEM et 2 écoles primaires

Par ailleurs, dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014, de nombreux projets sont inscrits et réalisés. Pour cette nouvelle année scolaire, il est prévu l'ouverture d'une école primaire au village Ouled Brahim dans la commune de Hammadi et 17 classes qui ont connu des extensions, 3 collèges de l'enseignement moyen (CEM) à Khemis El Khechna, un autre au quartier El Ghor dans la commune de Naciiria et un autre à Ouled Aissa ainsi que 3 demi-pensions. Il est prévu également la réception, à la fin de l'année, de 3 terrains de sport, ajoute le communiqué. Outre ces derniers, il est à signaler la réception de 6 nouveaux lycées, 2 dans la daïra de Boudouaou (au quartier Helaimiya sis à Boudouaou et à Kherrouba), 2 dans la daïra de Khemis El Khechna (quartier des 1700 logements à Ouled Moussa et au village Ouled Belhadi à



Hammadi), un dans la daïra d'Isser (Si Mustapha) et un autre dans la daïra de Bordj-Menaïel (Legata).

## 51 000 enfants nécessitent une indemnité de 3 000 DA

Au niveau de la direction de l'éducation l'on indique que tout est prêt pour accueillir les milliers d'enfants inscrits. Les enseignants sont sur place depuis le

début du mois pour un dernier réglage. L'on ajoute également que 51 000 enfants nécessitent ouvriront droit à une indemnité de 3 000 DA. Quant au transport scolaire, il est assuré par 154 autobus dont dispose le parc automobile des 32 communes de la wilaya. Ainsi, 13 393 élèves (2 528 enfants du primaire, 5 459 collégiens et 5 406 lycéens) notamment des régions enclavées, seront transportés au quotidien pour rejoindre leurs établissements. **A.K.**

Médéa

## Un déficit de 8 000 places pédagogiques à l'université

Un déficit de l'ordre de 8 000 places pédagogiques sera enregistré, à l'occasion de la nouvelle rentrée universitaire, à l'université Yahia-Fares de Médéa, a indiqué, jeudi, le recteur Ahmed Zeghdar. Les capacités d'accueil théoriques du secteur, évaluées à 15 000 places pédagogiques, seront dépassées de loin, cette année, avec l'arrivée de 6 000 nouveaux étudiants, portant l'effectif global attendu pour la rentrée d'octobre à 23 000 places, induisant une forte pression sur certains instituts de la région, a-t-il fait savoir, lors de l'examen du dossier du secteur de l'enseignement supérieur en conseil de wilaya. Ce déficit est dû, a-t-il expliqué, au retard accusé, au cours de ces dernières années, dans la réalisation de nouvelles structures d'accueil en mesure d'accompagner l'évolution du nombre d'effectif, en faisant observer qu'«aucune livraison de nouvelles places pédagogiques n'a été enregistrée depuis l'année 2009». Les projets de 1 600 places pédagogiques, implantés au pôle universitaire de Médéa, et du campus d'Ouzera, d'une

capacité de 8 000 places pédagogiques, qui étaient destinés à résorber ce déficit et offrir de meilleures conditions de scolarisation pour les étudiants de la wilaya, connaissent un «sérieux retard», a déploré le recteur. Des instructions ont été données dans ce sens par le nouveau wali, Layadhi Mustapha, afin d'«accélérer le rythme d'exécution de ces projets», évoquant également la possibilité de recourir à la «livraison partielle» des blocs pédagogiques ou d'hébergement projetés dans ces projets. S'agissant des difficultés inhérentes au parc d'hébergement géré par l'Office national des œuvres universitaires (Onou), dont le déficit se situe à environ 4 000 lits, selon la directrice de wilaya de cet office, Farida Guergueb, un doublement du nombre de résidents par chambre a été suggéré comme solution palliative, en attendant la livraison des projets en chantier. Un renforcement du parc de transport universitaire et du nombre de destinations, afin, a-t-elle dit, de réduire le nombre de demandeurs d'hébergement au

niveau des résidences universitaires. Le chef de l'exécutif de la wilaya a, à cet effet, mis l'accent sur la nécessité de procéder à «une restructuration de la gestion des places pédagogiques et d'hébergement au niveau des différents instituts de l'enseignement supérieur et résidences universitaires de la région», en vue d'atténuer la pression attendue à l'occasion de la présente rentrée universitaire. Les responsables du rectorat de l'université Yahia-Fares et ceux de l'Office national

des œuvres universitaires (Onou) ont été invités à entamer, «dans les plus brefs délais», l'élaboration d'un plan de déploiement de l'effectif des étudiants qui vont suivre leur cursus universitaire au niveau des instituts de l'enseignement supérieur, de façon à arriver à une meilleure répartition des places pédagogiques disponibles sur l'ensemble de l'effectif attendu, estimé à plus de 23 000 mille étudiants.

Lamine D./APS

## Remerciements

La famille SAIB d'Ait Bouaddou dans la daïra de Ouadhias wilaya de TIZI OUZOU remercie vivement les Drs ZEMMOUCHE, KHABIL, ZELLAG et BIRI et le Dr OUKID du service des urgences chirurgicales du CHU NEDIR-MOHAMMED de TIZI OUZOU ainsi que tout le personnel médical, paramédical et autres pour tous les efforts fournis lors de l'intervention chirurgicale effectuée sur mon fils KAMEL suite à un accident survenu le vendredi 14 août 2015 à la plage de Boumerdès. Qu'il trouve tous ici nos remerciements et notre gratitude pour tous les efforts qu'ils fournissent quotidiennement au service des malades.

## Ain Témouchent Le réseau gaz de ville de Sidi Ouriache fonctionnel en janvier

LE RÉSEAU GAZ de ville de la commune de Sidi Ouriache (40 km d'Ain Témouchent) sera opérationnel en janvier 2016, a-t-on appris, jeudi, à l'occasion d'une visite du wali à travers la daïra d'Oualhaça. Long de 16,600 km, le réseau de distribution bénéficiera à 700 foyers, dont 400 sont, dès à présent, branchés, soit un taux d'avancement de 65% pour cette opération pour laquelle une enveloppe de 44,079 millions de dinars a été allouée, a précisé le directeur de l'énergie. Les travaux de réalisation, lancés en juin 2014, ont enregistré deux mois de retard en raison de l'indisponibilité d'équipements du réseau de transport. Connaissant une forte demande en habitat rural, cette collectivité locale enclavée bénéficiera, également, de 78 logements publics locatifs gérés par l'OPGI. Quatre opérations d'assainissement sont en voie d'achèvement (95% d'avancement) pour la déviation des rejets des eaux usées de Ouled Azzouz et Arabyne pour la protection de la retenue collinaire de Sidi Ouriache (100 000 m<sup>3</sup>). Une école coranique et un nouveau siège d'APC doteront cette commune qui enregistre en parallèle des travaux d'aménagement d'un groupe scolaire. Dans la commune chef-lieu de daïra, des efforts particuliers sont consentis pour la réalisation de travaux d'assainissement. Les six opérations, lancées pour un montant d'environ 50 millions de dinars, profiteront à une population de 8 000 habitants. Leurs taux d'avancement varient entre 5 et 95%. Cette collectivité locale sera dotée, d'ici novembre prochain, de quatre classes en extension pour son lycée Hadj-Bouziiane-Abdelkader. Datant de l'exercice 2010, un projet de réalisation d'un établissement du secondaire de 800 places, dont 200 en demi-pension, a été relancé à cette occasion. Enfin, un projet d'un groupe scolaire de type B doté de six classes a été inspecté par les autorités locales qui ont visité les chantiers de construction d'une aire de jeu de football dotée d'un vestiaire et du nouveau siège de l'APC.

Farid L.



Rencontre tripartite entre l'Algérie, le Niger et le Tchad à Alger

## La crise libyenne au menu

■ Une rencontre tripartite regroupant l'Algérie, le Niger et le Tchad, consacrée à la situation dans la sous-région, notamment en Libye, est prévue demain à Alger, a indiqué jeudi le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Par Souhila K./APS

Cette réunion regroupera le ministre des Affaires étrangères, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Nigériens à l'Extérieur de la République du Niger, M<sup>me</sup> Kane Aichatou Boulama, et le ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine de la République du Tchad, Moussa Faki Mahamat, a précisé la même source. Cette rencontre qui «s'inscrit dans la tradition de concertation entre ces pays sur les questions intéressant la coopération et la sécurité dans la sous-région, sera l'occasion pour les trois ministres de procéder à un échange de vues et d'analyses sur la situation préoccupante prévalant dans leur voisinage immédiat», a souligné la même source.

Cette réunion «permettra aussi de renouveler l'engagement des trois pays d'accompagner les frères libyens dans la recherche d'une solution politique sous l'égide des Nations unies, devant mener à la formation d'un gouvernement d'union nationale capable de relever les multiples défis auxquels est confrontée la Libye et de préserver l'unité, l'intégrité territoriale ainsi que la cohésion du peuple libyen frère», a-t-on ajouté.

### Nouveau round de négociations à Genève

Une nouvelle session de pourparlers de paix inter-libyens aura lieu à Genève sous l'égide de l'émissaire de l'ONU en Libye, Bernardino Leon, qui tente d'arracher aux protagonistes de la crise un accord pour un gouvernement d'union nationale. L'ONU va chercher à Genève à faire progresser les négociations en vue d'un accord pour mettre fin au



Ph. : DR

conflit en Libye, minée par les rivalités politiques, les violences meurtrières et l'effondrement de son économie.

Près de quatre ans après la chute de l'ancien régime de Maammar Kaddafi en 2011, la Libye est plongée dans le chaos avec deux Parlements – et deux gouvernements – rivaux, le Congrès général national (CGN), le Parlement non reconnu par la communauté internationale sous la coupe de la coalition de milices Fajr Libya et l'autre siégeant à Tobrouk (est) et reconnu par la communauté internationale. L'ONU avait souligné l'«extrême urgence» d'un règlement politique, notamment par la formation d'un gouvernement d'unité nationale. M. Leon avait appe-

lé à une accélération des négociations, en soulignant que la situation se détériorait en Libye avec «la crise de l'immigration qui provoque un grand nombre de morts», et la poursuite des violences meurtrières avec la montée en puissance du groupe autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech).

L'ONU espère aboutir à un accord entre les parties vers le 20 septembre afin qu'il puisse être mis en œuvre un mois plus tard.

A Genève, les discussions porteront notamment sur les noms des ministres appelés à faire partie du gouvernement d'union nationale, première étape en vue de mettre le pays sur la voie de la réconciliation.

### Le Parlement non reconnu décide de se joindre aux négociations

Le Parlement non reconnu par la communauté internationale et siégeant à Tripoli a décidé de se joindre au nouveau round de négociations sur la Libye prévu jeudi et vendredi à Genève sous l'égide de l'ONU, selon un de ses membres.

La participation du Congrès général national (CGN) était appelée avec force par l'émissaire de l'ONU pour la Libye, Bernardino Leon, qui a encouragé mardi le CGN à «participer, discuter, à exposer ses points de vue et continuer à essayer de trouver une solution le plus tôt

possible». L'ONU va chercher à Genève à faire progresser les négociations en vue d'un accord pour mettre fin au conflit en Libye, minée par les rivalités politiques, les violences meurtrières et l'effondrement de son économie. Elle a souligné l'«extrême urgence» d'un règlement politique. «Le CGN a décidé de participer aux sessions de dialogue à Genève. Nous allons y participer de façon sérieuse», a déclaré mercredi soir l'un des responsables du CGN, Mahmoud Abdelaziz. La délégation se rend à Genève «de façon à inclure les changements que nous réclamons dans le projet d'accord», a-t-il ajouté.

S.K./APS

### Plus de 100 migrants secourus par les gardes-côtes libyens

Les gardes-côtes libyens ont secouru jeudi 104 migrants africains qui se trouvaient à bord d'un canot pneumatique sur le point de couler au large de Tripoli, selon un officier. «Nous avons sauvé 104 migrants africains, dont 14 femmes. Ils sont originaires pour la plupart de Sierra Leone et du Nigeria», a déclaré le lieutenant Mohamad Dandidés, des gardes-côtes de

Tripoli. «Nous les avons secourus vers 01h00 (23h00 GMT) à environ sept milles marins au large de Garabulli, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Tripoli.

Ils étaient à bord d'un canot pneumatique ayant une capacité de 35 personnes», a-t-il précisé. C'est lors d'une patrouille de routine que les gardes-côtes «ont aperçu le Zodiac qui était sur le

point de couler à cause d'un trou», selon lui. Les rescapés, qui tentaient de rejoindre l'Europe, ont ensuite été transférés vers une base navale de Tripoli en attendant leur hébergement dans les centres de rétention prévus à cet effet, selon des médias. La Libye est depuis plusieurs années un pays de destination et de transit vers les côtes européennes pour

des milliers de migrants africains. Des centaines d'entre eux meurent en traversant la Méditerranée vers l'Italie. Il y a une semaine, un bateau transportant 400 migrants avait chaviré au large de Zouara, à environ 160 km à l'ouest de Tripoli. Seule la moitié des personnes à bord avait pu être sauvée. S.K.

### Elections locales au Maroc

## Un test pour le parti au pouvoir

Les Marocains votent lors d'élections locales qui font office de test pour le parti au pouvoir. Le PJD reste confiant malgré le fort taux d'abstention qui pourrait marquer le scrutin. En cause : l'immobilisme des élus et la corruption. Quelque 15 millions de Marocains sont appelés aux urnes, ce vendredi 4 septembre, lors d'élections communales et régionales. Au total, près de 140 000 candidats se disputent plus de 32 000 sièges d'élus locaux dans le cadre de ces élections qui serviront de test pour le PJD, parti islamiste du Chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane, à un an des législatives. Un an avant de remettre son mandat en jeu, Abdelilah Benkirane espère que ces élections démontreront que la cote de sa formation ne faiblit pas. Si les trois premières années de gestion du PJD n'ont pas débouché sur tous les résultats escomptés – notamment en matière de lutte contre la corruption –, le parti reste relativement populaire dans l'opinion. Dans la circonscription modeste de Sidi Belyout, à Casablanca, le PJD ne doute d'ailleurs pas de

sa victoire. «On compte sur les voix des citoyens, c'est eux qui vont juger justement et le gouvernement et le parti. On est devant une classe politique et des élites qui ne peuvent pas concurrencer le PJD», assure à France 24 Abdelaziz el-Omari, ministre PJD des relations avec le Parlement et candidat pour la région de Casablanca.

### Une abstention endémique

Une assurance qui n'a pas découragé l'opposition, notamment La Fédération de la gauche démocratique (FGD) qui a mené une campagne motivée jusqu'au dernier moment. La formation, en concurrence avec une trentaine d'autres partis, a multiplié les sorties pour faire connaître son programme : distribution de tracts, porte à porte et conversation avec les habitants. Mais les militants se heurtent souvent à un électoral désabusé. «C'est très difficile de redonner confiance parce qu'il y a un taux d'abstention énorme, surtout dans les grandes villes qui

connaissent un taux de chômage effrayant et où la corruption gangrène», explique à France 24 Nabila Mounib, tête de liste FGD de la circonscription de Sidi Belyout. Alors que 45% des inscrits s'étaient déplacés pour les législatives de 2011, le chiffre de la participation sera scruté dans un pays qui se dit engagé dans un processus de transition politique et vante sa «stabilité» au sein d'une région tourmentée. Dans un Maroc qui «apprend à marcher sur la voie de la démocratie, la participation aux élections n'est pas un luxe. C'est le premier pas d'un long processus pour la construction [...] d'un avenir», avançait jeudi le quotidien indépendant *Akhbar al-Yaoum*. Deux formations ont toutefois appelé au boycott d'un scrutin jugé dépourvu de réels enjeux : la mouvance islamiste Al Adl wal Ihsane («Justice et bienfaisance»), interdite mais tolérée et bien implantée dans les quartiers populaires, et le parti Voie démocratique (extrême gauche).

R.M.

Liban

# Appel à manifester contre la corruption hors de Beyrouth

■ "La colère populaire contre le système corrompu n'est pas retombée ... les manifestations se poursuivent aujourd'hui et demain dans l'ensemble des régions libanaises", écrit sur sa page Facebook la campagne citoyenne "Vous puez".

Par Ali O.

Le principal collectif citoyen à la tête des manifestations contre la classe politique organisée depuis deux semaines à Beyrouth a appelé à une mobilisation vendredi et samedi dans le reste du Liban. «La colère populaire contre le système corrompu n'est pas retombée ... les manifestations se poursuivent aujourd'hui et demain dans l'ensemble des régions libanaises», écrit sur sa page Facebook la campagne citoyenne «Vous puez». Ce collectif a appelé à des rassemblements vendredi à 18H00 (15H00 GMT) sur la place de Tyr, ville côtière au sud du Liban, ainsi qu'à Zrariyé, une autre localité de cette région. Samedi, à la même heure, les militants ont invité les Libanais à manifester à Chtaura (est), dans la ville historique de Beiteddine (centre), ainsi qu'à



Ph. &gt; D. R.

Nabatiyé et à Marjayoun (sud). Jusqu'à présent, les manifestations, déclenchées en raison d'une crise des ordures qui dure depuis un mois et demi, se sont concentrées dans la capitale,

rassemblant notamment le 29 août quelque dizaines de milliers de protestataires. Mardi, des dizaines de jeunes militants ont

occupé pendant près de huit heures les locaux du ministère de l'Environnement pour réclamer la démission du ministre Mohammad Machnouk avant d'en être évacués par la force, une escalade inédite depuis le début de la mobilisation le 22 août. Les déchets se sont accumulés dans les rues de Beyrouth et de ses environs depuis la fermeture de la principale décharge du pays le 17 juillet. Les militants accusent les hommes politiques d'incurie sur ce dossier. Lors des manifestations, les revendications s'étaient également élargies à la tenue de législatives, le Parlement ayant prorogé à deux reprises son propre mandat depuis 2009.

A. O.



## Points chauds

### Popularité

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que la campagne de l'élection primaire du Parti démocrate de Hillary Clinton prend sérieusement l'eau aux États-Unis et que sa place de grande favorite est désormais grandement en danger, du côté du Parti républicain Donald Trump crée la surprise et continue d'être le candidat favori des électeurs conservateurs. Et alors que la candidature du milliardaire ne devait cette fois-ci, comme cela fut déjà le cas en 2012, être qu'une occasion pour lui de faire parler de lui, il se retrouve contre toute attente à être celui qui a aujourd'hui le plus de chances d'être choisi pour se présenter à la prochaine élection présidentielle. Et si un autre outsider fait parler de lui depuis quelques semaines, Donald Trump reste en tête des intentions de vote aux primaires républicaines. Mais il est sérieusement talonné par un inconnu, Ben Carson, chirurgien noir originaire de Baltimore, qui depuis quelques semaines gagne du terrain dans les sondages d'opinion et devance même Trump dans certains États. Il est d'ailleurs appelé par la presse américaine l'anti-Trump, car il n'hésite pas, depuis le début de la campagne des primaires, à attaquer directement et de façon virulente le candidat milliardaire. Pourtant, Ben Carson, à l'instar de son principal adversaire, n'a jamais occupé de poste politique officiel. Une situation qui paradoxalement est plutôt avantageuse aux États-Unis où les candidats «anti-élite», «antisystème» plaisent à une frange non négligeable de l'électorat conservateur. Mais sa rapide ascension dans les sondages s'explique également par d'autres facteurs que sa personnalité et son style. Le parcours de Ben Carson en fait un personnage atypique intéressant et capable de susciter l'inspiration. Élevé par une mère célibataire, il a grandi à Détroit dans les années 60, théâtre des émeutes raciales. Il est venu à bout de nombreux obstacles pour devenir chirurgien et mener une carrière prestigieuse. Des éléments bien mis en évidence dans sa campagne. Ben Carson est aussi très conservateur. Médecin, il s'est permis de dénoncer la réforme de la santé du président Obama, alors que ce dernier était dans la même pièce. Il ne croit pas aux changements climatiques, dénonce l'homosexualité. Noir, il critique aussi le mouvement Black Lives Matter, qui dénonce la violence policière envers les jeunes Afro-Américains. Tant et si bien que déjà certains accusent le candidat d'être le nouveau «bon noir» du Parti républicain. Reste à savoir surtout si cette popularité soudaine, aussi inattendue que celle de Donald Trump, tiendra sur la distance et si les électeurs conservateurs oseront réellement mettre sur la touche des politiques aguerris et expérimentés tels que Jeb Bush, trois fois gouverneur de l'important État de Floride, au profit de «personnalités», certes détonnantes et au ton franc et direct, rafraîchissant dans un monde où la langue de bois est reine, mais totalement inexpérimentées dans l'exercice du pouvoir.

F. M.

## Guatemala

### Le pays en ébullition à deux jours des élections

Le Guatemala vit hier sa dernière journée de campagne électorale, dans un climat historique marqué par la démission puis le placement en détention provisoire de l'ex-président Otto Pérez, sur des soupçons de corruption.

«Voter, c'est faire que le Guatemala rugisse plus fort», proclament des affiches illustrées d'un jaguar dans les rues de la capitale au climat tropical.

Dimanche, pour le premier tour des élections présidentielle, législatives et municipales, les bureaux de vote ouvriront à 07h00 (13h00 GMT), avec 7,5 des 15,8 millions d'habitants appelés aux urnes. Les premiers résultats devraient être connus après 21h00 (02h00 GMT lundi), les deux candidats présidentiels arrivés en tête étant appelés à se départager le 25 octobre. «L'enjeu est de savoir si les gens vont vraiment se déplacer pour aller voter», dans ce pays où la participation n'a pourtant cessé de grimper ces 20 dernières années, commente Kevin Parthenay, chercheur à l'Observatoire sur l'Amérique latine (Opalc) de SciencesPo Paris.

«Ensuite il y aura l'après-coup: quel que soit le candidat qui va être élu (au second tour, ndlr), je pense que pour lui ça va être compliqué», prévient-il.

Car le scrutin est organisé dans un climat atypique, des milliers de Guatémaltèques ayant demandé, en vain, son report, tout comme ils ont exigé pendant des mois le départ du président, au pouvoir depuis 2012. Ce dernier, après avoir répété sans relâche qu'il ne quitterait pas son poste avant la fin de son mandat le 14 janvier prochain, a

finalement cédé et remis sa démission mercredi, remplacé par son vice-président Alejandro Maldonado, suscitant des scènes de liesse dans le pays.

Redevenu simple justiciable, M. Pérez, accusé de diriger un vaste réseau de corruption et fraude fiscale au sein des douanes, a été entendu par un juge dès jeudi puis placé en détention provisoire pour la nuit.

Son ancienne vice-présidente, Roxana Baldetti, est aussi en prison dans cette affaire, accusée d'avoir touché 3,8 millions de dollars en pots-de-vin, et Pérez 3,7 millions.

Plus largement, dans un pays rongé par la corruption, les manifestants, qui n'ont cessé de protester pacifiquement chaque semaine depuis avril, réclament un changement de système politique.

C'est un mouvement d'indignation «sans précédent dans l'histoire du Guatemala», avec un message clair: «Nous portons le poids de la corruption, trop c'est trop», analyse Adriana Beltran, spécialiste du pays au Bureau de Washington sur l'Amérique latine (WOLA). Dans un entretien à l'AFP mardi, la militante indigène Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix 1992, saluait «le grand réveil de la population», après des décennies sans vraiment réagir. Mais elle montrait aussi son inquiétude pour dimanche, espérant «passer cette journée du 6 septembre sans tache de sang».

Ce contexte d'ébullition populaire a poussé le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, à appeler dans un communiqué «tous les Guatémaltèques à faire en sorte que les élections se

tiennent dans un environnement pacifique», dans un pays où 6 000 morts violentes sont enregistrées par an, en majorité liées au crime organisé.

Signe d'un renversement de situation, l'humoriste Jimmy Morales, candidat pour un parti de droite et sans expérience politique, est désormais en tête des intentions de vote à la présidentielle, selon un sondage publié jeudi. A 46 ans, il est crédité de 25% des suffrages, dépassant Manuel Baldizón (droite, 22,9%), le favori jusqu'alors, et la sociale-démocrate Sandra Torres, ex-Première dame, avec 18,4%, selon l'enquête effectuée quelques jours avant la démission du président. Manfredo Marroquin, directeur de l'ONG Accion Ciudadana, branche locale de l'organisation anti-corruption Transparency International, ne cache pas son pessimisme, dans un pays où l'achat des votes est monnaie courante. Les voix sont par exemple acquises via la distribution de sacs d'aliments ou des tirages au sort pendant les meetings, pour offrir des motos ou des bicyclettes, raconte M. Marroquin, dans ce pays où 53,7% de la population vit sous le seuil de pauvreté selon la Banque mondiale.

«50% du financement des partis provient de la corruption», dénonce aussi Jonathan Menkos, directeur de l'Institut centraméricain d'études fiscales (Cecfi), et «malheureusement, la grande majorité des partis politiques n'ont que des paroles de bonne volonté et aucun plan concret» pour lutter contre ce fléau.





Treizièmes rencontres cinématographiques de Béjaïa

# Une édition avec beaucoup de nouveautés

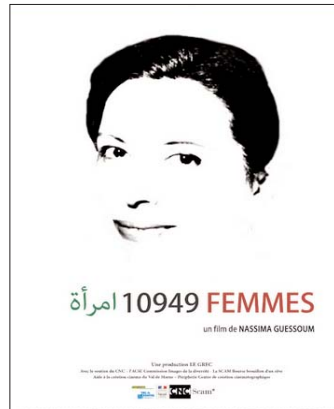
Les organisateurs des treizièmes rencontres cinématographiques de Béjaïa promettent une édition pleine de nouveautés. Ce rendez-vous filmique qui s'ouvre aujourd'hui, se poursuivra jusqu'au 11 du mois de septembre courant. Trente-cinq films entre longs et courts métrages seront projetés lors de cette édition dont le programme prévoit également des rencontres cinématographiques, des débats avec les réalisateurs ainsi que l'exposition collective de photographies «Chawari3» déjà présentée à Alger en février à «la Baignoire».

Par Abbla Selles

La treizième édition des Rencontres cinématographiques de Béjaïa s'ouvre aujourd'hui et se poursuivra jusqu'au 11 du mois de septembre courant. Cette nouvelle édition verra la projection de 35 films entre courts et long métrages. «Contre-pouvoirs» de Malek Bensmail, «Histoire de Judas» de Rabah Ameur Zaïmeche, «10 949 femmes» de Nassima Guessoum, «Bla cinéma» de Lamine Ammar-Khodja figurent notamment parmi la sélection de cette édition.

Plusieurs activités artistiques seront animées en marge de cet événement, à l'image du lancement d'un espace pédagogique intitulé «Béjaïa film laboratoire». Cet espace sera dédié aux amateurs du septième art comme aux professionnels afin d'échanger des idées et revenir sur l'actualité du cinéma dans notre pays.

Un atelier intitulé «Côté Courts Maghreb» accompagne aussi de jeunes réalisateurs maghrébins dans le développement de l'écriture d'un scénario de court-métrage de fiction. Cet atelier qui sera assuré par



des professionnels permettra aux jeunes réalisateurs d'améliorer leurs connaissances et d'échanger des informations. D'ailleurs, l'édition de cette année verra la participation de trois Marocains, deux Tunisiens et deux Algériens (Amel Bliidi et



Mohamed Yargui) à cet atelier qui sera encadré par Meriem Hamidat et Jean-Pierre Morrillon.

Créées en 2013 par l'association Project'heurts, les Rencontres cinématographiques de Béjaïa poursuivent tou-

jours le même objectif, à savoir être «un espace d'échanges et de débats du cinéma algérien et du cinéma en général» où «le public est sollicité», a rappelé le directeur des Rencontres, Abdenour Hochiche, lors d'une conférence de presse animée jeudi à Alger.

Toutes les projections sont ainsi suivies de débats avec les réalisateurs dont la plupart seront présents lors de ce rendez-vous filmique. A propos du programme des projections, les organisateurs affirment que des café-ciné sont prévus pour la matinée. Il y aura aussi un masterclass encadré par Malek Bensmail. Le onze septembre sera marqué par une table ronde autour du cinéma africain.

Toutes les rencontres de cette treizième édition sont prévues au théâtre régional Malek-Bouguermouh de la ville. Le théâtre accueillera notamment l'exposition collective de photographies «Chawari3» déjà présentée à Alger en février à «la Baignoire».

A.S.

## Echanges culturels

## La culture tunisienne s'invite à Constantine

La culture est une «arme» contre toute forme d'extrémisme, a affirmé, jeudi soir à Constantine, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, à l'ouverture d'une semaine culturelle tunisienne organisée dans le cadre de «Constantine, capitale de la culture arabe». «La culture, à travers les messages de paix qu'elle véhicule, combat la violence et favorise la citoyenneté positive», a ajouté le ministre au cours d'un point de presse à la grande salle de spectacles Ahmed-Bey. M. Mihoubi a indiqué que la Tunisie a «su faire face à toutes les tentatives visant sa

stabilité et sa sécurité», avant de mettre en relief la mobilisation des Tunisiens contre le terrorisme, manifestée lors des attaques perpétrées contre le musée du Bardo, à Tunis, et contre des touristes à Souss. Le ministre a également souligné que l'Algérie reste «alliée de toujours» de la Tunisie, et précisé que le gouvernement et le peuple algériens sont solidaires avec la Tunisie et œuvrent à appuyer ce pays frère pour l'aider à dépasser une «étape difficile».

S'agissant du volet culturel, M. Mihoubi a fait part d'une «prochaine coopération»

entre les deux pays en matière de théâtre et de cinéma afin de «renforcer davantage les relations entre les deux peuples».

A une question relative à un éventuel mouvement à la tête des directions de wilayas de la culture, le ministre, répondant par l'affirmative, a annoncé qu'une commission s'employait à finaliser ce mouvement destiné à la relance du secteur de la culture.

Dans une brève allocution précédant l'ouverture de la semaine culturelle de la République tunisienne à Constantine, l'ambassadeur de Tunisie à Alger,

Abdelmadjid Ferchichi, a mis en relief l'apport de la culture dans le resserrement des rangs des peuples arabes et leur immunisation contre toute forme de conspiration.

Organisée par l'Office national de la culture et de l'information (Onci), la semaine culturelle tunisienne se poursuivra jusqu'au 5 du mois en cours pour donner lieu à diverses manifestations destinées à présenter de nombreuses facettes de la culture et du patrimoine de Tunisie.

F.H.

## Festival national de théâtre amateur à Mostaganem

## La Coopérative «Nibras» d'Adrar domine la compétition

La compétition du 48<sup>e</sup> Festival national de théâtre amateur (Fnta) a été dominée par la coopérative culturelle «Nibras» d'Adrar qui a décroché le Premier prix du Fnta pour son spectacle «Safar» en plus de deux prix d'interprétation. Le jury de la manifestation a attribué le deuxième prix du Fnta à l'Association «Ibturen» de Tizi Ouzou pour la pièce «Mohand U Châabane» suivie de la Coopérative «Sindjab» de Bordj Menaiel pour leur spectacle «Wesmet Aar».

Par ailleurs, Hadjer Benhacène et Abdelhakim Kouki de la Coopérative culturelle «Nibras» d'Adrar ont décroché

respectivement le prix de la meilleure interprétation féminine et masculine pour leurs rôles dans «Safar».

Le prix du meilleur espoir féminin est revenu, quant à lui, à la jeune Zoulikha Talbi de la Coopérative «Ithren» de Tizi Ouzou pour son rôle dans «Jayri Tedja TMachint», alors que celui du meilleur espoir masculin a été attribué à Mahieddine Belabed de l'Association «Ben Cheneb» de Médéa pour son rôle dans «Leilet El Qabd Aala Djouha» qui a aussi reçu un prix d'encouragement.

En hommage à l'auteur Mohia, Mohand Yahia de son vrai nom, l'association culturelle «Ibturen» de Tizi Ouzou a

reçu le prix du jury pour sa prestation de la pièce «Mohand Châabane». Des distinctions ont également été réservées aux meilleures troupes de la catégorie «B» où le jury a décerné son prix à la Coopérative «El Lemsa» de Batna pour la pièce «El Ayyam Es'Sebâa», les prix de la meilleure interprétation féminine et masculine son revenu respectivement à Kenza Larbi et Younés Debbab, alors que le prix d'encouragement a été attribué à l'Association «El Amel» de Bordj Bou Arreridj.

L.B.

## Boudjemaâ El Ankis inhumé à Alger

## Une grande perte pour la musique algérienne

Le maître de la chanson châabi, Boudjemaâ El Ankis, décédé mercredi soir à l'âge de 88 ans, a été inhumé jeudi en début d'après-midi au cimetière d'El Kettar, à Alger, en présence d'une foule nombreuse.

Le célèbre interprète de «Rah El Ghali Rah» a été enterré sobrement dans une ambiance empreinte de recueillement et d'émotion chez les nombreux

anonymes venus assister à l'inhumation et présenter leur condoléances aux trois fils du défunt. Quelques chanteurs de châabi ont également assisté à l'enterrement dont Kamel Ferdjallah, élève de Hadj M'hamed El Anka, et Djilali Kebaïli, fils de Mohamed Brahimi (dit cheikh Kebaïli) qui avait contribué à lancer la carrière du défunt. Auteur-compositeur et

interprète de la chanson châabi, Boudjemaâ Mohamed Arezki de son vrai nom, né le 17 juin 1927 à La Casbah d'Alger, s'était produit pour la première fois en public en 1942. Il avait côtoyé de grands noms de la musique algérienne de l'époque tels que Saïd El Meddah, Ahmed Serri, Hadj Mrizek et El Hadj M'hamed El Anka. Au lendemain de l'indépendance, l'artiste a été popul-

sé au devant de la scène par le célèbre auteur Mahboub Bati, notamment avec des chansons telles que «Ah Ya Ntja», «Rah El Ghali Rah» ou encore «Tchaourou Aalya». Il légua à la musique populaire algérienne un répertoire riche de plus de 300 chansons ainsi que de nombreux enregistrements du melhoun.

M.K.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie Ezzou'Art  
Jusqu'au 11 septembre :  
Exposition intitulée «60 ans et quelques printemps» de l'artiste  
abdoulouahab Selka.

Palais de la culture Mohamed-Laid-Al-Khalifa de Constantine  
Jusqu'au 15 septembre :  
Exposition rétrospective de l'artiste  
peintre Bachir Belouinis.

Jusqu'au 10 octobre :  
«Les arts visuels», exposition  
collective des artistes de l'Est.

## Coup-franc direct



### A quoi joue Feghouli ?

Par Mahfoud M.

Le milieu de terrain, Sofiane Feghouli, a déclaré forfait pour une blessure contractée lors du dernier match de son équipe face au Deportivo. Du moins, c'est l'explication donnée par le coach national, Gourcuff, pour justifier son absence lors du match face au Lesotho pour le compte des éliminatoires de la CAN 2017. Pourtant, le joueur a été aperçu avec ses coéquipiers à la reprise des entraînements dans le camp de base de Valence. Il a même pris des photos avec les fans, avec une tenue qui a attiré l'ironie des journalistes espagnols. Les Algériens se demandent donc s'il est vraiment blessé ou s'il a fait exprès de faire l'impasse sur ce match qui ne semble pas du tout l'emballer vu qu'il s'agit d'un adversaire modeste et qu'il a préféré se préserver. Autre argument qui explique son geste, c'est le fait qu'il soit en contact avec ses dirigeants qui souhaitent prolonger son contrat qui arrive à terme. Cela prouve qu'il y a quelque chose de pas clair chez ce joueur qui semble choisir ses matchs. Certains avouent que si Hallilhodzic était encore à la tête de la sélection, cela ne se passerait pas du tout comme ça et que tout joueur qui manquerait à la discipline du groupe sera complètement écarté. Ce n'est pas le cas avec Gourcuff qui semble trop concilier avec ses joueurs, notamment avec Feghouli et Brahimi, puisqu'il a même avoué après le fiasco de la dernière CAN qu'il savait que ce duo n'était pas au meilleur de sa forme mais qu'il ne pouvait pas les remplacer.

M. M.

## Les Verts toujours à la 19<sup>e</sup> place



reste la puissance numéro 1 du continent avec 955 points devant la Côte d'Ivoire (21<sup>e</sup>), championne d'Afrique en titre et Ghana (27<sup>e</sup>).

Quant aux trois adversaires de l'Algérie en qualifications de la CAN-2017, ils ont connu des fortunes diverses. L'Éthiopie qui partage la tête du groupe J avec les Verts a perdu 4 places et pointe à la 103<sup>e</sup> position. Le Lesotho, prochain adversaire de l'Algérie préserve sa 128<sup>e</sup> position, tandis que les Seychelles ont reculé de 7 places (192<sup>e</sup>).

Dans le haut du tableau, le Chili, vainqueur de la Copa America, est monté à la 8<sup>e</sup> place du classement alors que l'Angleterre glisse à la 10<sup>e</sup> au sein d'un top 10 par ailleurs inchangé. Le trio de tête reste le même que précédemment : Argentine, Belgique et Allemagne.

Le classement général est marqué par une grande stabilité puisque seuls 15 matches se sont disputés, des amicaux dans les zones Concacaf (1 match), AFC (10), CAF (2) et OFC (2).

### CAN 2015 (U23)

## La sélection olympique poursuit son stage à Sidi Moussa

L'équipe olympique de football poursuit son stage entamé le 30 août à Sidi Moussa (Alger) en vue de sa participation à la Coupe d'Afrique des Nations U23, prévue au Sénégal du 28 novembre au 12 décembre 2015.

Vingt-quatre joueurs dont le revenant de sanction Azzedine Ferhat (USM Alger) prennent part à ce regroupement qui se poursuivra jusqu'au 9 septembre prochain. Le sélectionneur suisse, André Pierre Schurmann, a programmé les séances d'entraînement au Centre technique national de la FAF à Sidi Moussa. L'équipe algérienne avait été la première à valider son billet pour la phase finale de la CAN-2015 des U23 qui aura lieu au Sénégal du 28 novembre au 12 décembre.

Les partenaires de Darfalou seront fixés sur leurs prochains adversaires au premier tour de la compétition le 14 septembre, à l'occasion du tirage au sort qui sera effectué au siège de la



Confédération africaine de football.

Cette compétition sera organisée sous l'égide de la Confédération africaine de football (CAF). Elle est qualificative aux Jeux olympiques de Rio (Brésil) 2016. Les trois premiers du tournoi se qualifieront directement aux JO-2016, tandis que le quatrième disputera un match barrage contre une équipe asiatique. La deuxième édition de la Coupe d'Afrique des U23 sera disputée par l'Algérie, l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Mali, le Nigeria, le Sénégal, la

Tunisie et la Zambie.

#### Liste des convoqués :

Salhi Abdelkadir (ASO Chlef), Metehazem Oussama (RC Arbaâ), Chaal Farid (USM Harrach), Barka Mohamed Amine (ASM Oran), Rebiai Miloud (ES Sétif), Salah Nour El Islam (ASO Chlef), Abdellaoui Ayoub (USM Alger), Kenniche Ryad (ES Sétif), Cherifi Redouane (USM Bel Abbes), Ferhane Houari (RC Arbaa), Draoui Zakaria (CR Belouizdad), Smahi Khalil (ASO Chlef), Benguit Raouf (Paradou AC), Benkhemassa Mohamed (USM Alger), Chita Oussama (MC Alger), Gaaga Ahmed (JS Kabylie), Haddouche Zakaria (ES Sétif), Meziane Bentahar Abderrahmane (RC Arbaâ), Benkhabla Mohamed (ASM Oran), Tabti Larbi (ASM Oran), Benchaâ Zakaria (MC Oran), Darfalou Oussama (USM Alger), Amokrane Abdelhakim (DRB Tadjenanet), Ferhat Zineddine (USM Alger).

## Lesotho-Algérie J-1

# Les Verts effectuent leurs dernières retouches

C'est hier que sont arrivés les joueurs de l'équipe nationale à la capitale du Lesotho, Maseru, en provenance de Pretoria où ils ont effectué un stage de quatre jours en vue de s'acclimater dans cette ville qui a les mêmes caractéristiques météorologiques.

Par Mahfoud M.

Les Verts ont bien travaillé durant leur séjour en Afrique du Sud, même s'il y a quelques problèmes dus au fait que le coach national, Christian Gourcuff, a déploré l'absence de quelques éléments-clés ayant déclaré forfait en dernière minute, à l'image de Feghouli et Bentaleb, alors que Mahrez, lui, est victime de douleurs dorsales. Entre-temps, il y a la légère blessure de Slimani qui a souffert du genou, mais il s'est vite rétabli après des soins intensifs prodigués par le médecin de l'équipe nationale. Le baroudeur de la sélection nationale devrait, d'ailleurs, être au rendez-



Les Verts prêts pour le match.

vous pour le match de dimanche prochain face au Lesotho, ce qui rassure et les supporters des Verts et le driver national qui compte beaucoup sur lui. Pour la dernière séance qui aura lieu aujourd'hui sur le stade qui abritera la rencontre et à l'heure du match, Gourcuff tentera d'apporter les derniers correctifs avant le rendez-vous décisif, même s'il se peut qu'il cache son jeu, sachant que l'adversaire pourrait envoyer des espions pour décortiquer la tactique du coach. Le sélectionneur des

Verts a déjà son onze de départ en tête, d'après ce qu'affirment certains qui pensent qu'il devrait compter sur Kashi ou Meslouh pour remplacer Bentaleb, alors qu'il est acquis que ça soit Soudani qui remplace Feghouli. L'essentiel pour Gourcuff est de compter sur les éléments les plus en forme du moment, même si certains souhaitent faire confiance à un jeune comme Bounedjah qui s'illustre avec l'Etoile du Sahel de Tunisie.

M. M.

## Christian Gourcuff

### «Nous serons prêts dimanche»

Le sélectionneur de l'équipe algérienne de football, Christian Gourcuff, a assuré jeudi que les Verts «seront dimanche en possession de tous leurs moyens» pour tenter de l'emporter face au Lesotho, en match prévu au stade Setsoto (14h00 algériennes), dans le cadre de la 2<sup>e</sup> journée (Gr. J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017.

«Nous irons là-bas pour imposer notre jeu d'abord et gagner, et puis il y aura un adversaire pour nous contrarier. Nous avons un groupe jeune mais qui a acquis de la maturité pour ce genre d'épreuve», a indiqué le coach national lors d'une zone mixte organisée avec la presse, peu avant le début de la 3<sup>e</sup> séance d'entraînement au



stade annexe du Loftus Versfeld de Pretoria (Afrique du Sud), dans le cadre du stage précédant le rendez-vous du Lesotho.

«Au Lesotho, nous serons dans des conditions beaucoup plus difficiles qu'ici. Je pense que nous avons bien préparé le match, maintenant place à la concentration et à la réalité du terrain. Dès notre arrivée, nous allons effectuer une séance allégée. Je peux assurer que nous serons en possession de tous nos moyens dimanche», a ajouté Gourcuff, qui s'est dit «désolé» par l'état de la pelouse du stade annexe. «Le terrain d'entraînement s'est dégradé depuis ma dernière visite en mai dernier. Mais nous devons nous adapter», a-t-il souligné.

#### «Le Lesotho, une équipe jeune et technique»

Evocant son prochain adversaire, battu lors de la journée inaugurale des qualifications à Addis-Abeba par l'Éthiopie (2-1), Gourcuff s'est montré prudent : «J'ai vu deux matchs du Lesotho dans le cadre de la Coupe du COSAFA en mai dernier, en plus de la rencontre face à l'Éthiopie à Addis-Abeba, où ils étaient tout près de la victoire, mais ils ont fini par craquer en fin de match sous l'orage». «C'est une équipe qui avait donné du fil à retordre à l'Éthiopie, qui est joueuse, un peu à

l'image des sélections de ce coin du continent. Les joueurs sont de petite taille, assez vifs et techniciens. Sur une surface synthétique, ils sont bien habitués à développer leur jeu en vivacité», a expliqué le technicien breton. La sélection nationale va se produire sur une pelouse synthétique, pour la deuxième fois en moins d'une année, après le match face au Malawi (victoire 2-0) disputé en octobre dernier, dans le cadre des qualifications de la CAN-2015.

«C'est contraignant sur le plan musculaire et articulaire d'abuser de s'entraîner sur du tartan. Nous aurons la séance de samedi pour s'adapter aux conditions du match. Je pense que le terrain synthétique du stade de Maseru est plus souple que celui de Blantyre au Malawi, donc favorable à jouer». Enfin, Christian Gourcuff a tenu à relever l'«excellente ambiance régnant au sein du groupe», à trois jours du match. «Ça vit bien, nous sommes en train de travailler sérieusement. La concentration et la pression sont présentes», a-t-il conclu. Au terme de la 1<sup>re</sup> journée, l'Algérie est co-leader du groupe J avec l'Éthiopie (3 pts) mais avec une différence de buts favorable (+4 contre +1 pour l'Éthiopie). Les Éthiopiens se déplaceront samedi à Victoria pour donner la réplique aux Seychelles.

PH. A. D. R.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Point d'ordre Patronat privé et droit du travail

Par Nazim Rochd

Concernant le secteur privé, l'enquête sur l'emploi (Office national des statistiques-2011) révèle ceci : « la non affiliation à la sécurité sociale semble affecter 76.0 % de l'emploi total dans ce secteur, soit trois quarts de l'emploi privé total » dont « l'agriculture (88.6 %), le secteur du BTP (82.0%), le commerce (75.2%), les industries manufacturières (72.2 %). A l'inverse, invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, le 31 septembre, Djaouad Bourkaib, directeur général de la sécurité sociale, nous donne un chiffre plutôt optimiste. Ce chiffre n'est pas le produit de l'ONS, il est le fruit d'un « contrôle effectué par ses services sur un échantillon représentatif d'entreprises ». On tombe à 15% de taux de travailleurs non déclarés, ce qui est encore beaucoup, mais il reste qu'un « contrôle » est très loin de pouvoir rivaliser avec l'enquête d'une institution spécialisée. De fait, il est légitime de s'interroger sur l'utilité des lourdes et coûteuses opérations de l'ONS, quand au moyen d'une inspection des agents de la CNAS il soit possible d'obtenir un état des lieux, qui a valeur officielle pour servir dans le programme du gouvernement. Toujours est-il que naissent des doutes légitimes sur la démarche, d'imposer aux patrons qu'ils se conforment aux dispositions du droit du travail et de rendre justice aux salariés. Puisqu'il est plus rationnel, de toute évidence, de se référer aux préposés aux statistiques, nous sommes dans une situation de non-déclaration massive des travailleurs et non en présence

d'un phénomène relativement marginal. Soit un indice patent de l'incapacité du capitalisme algérien d'envisager son émancipation vers la transparence de ses comptes et sur sa propension à privilégier les pratiques informelles. Pourtant, il a eu des facilitations de toutes sortes sans pour autant qu'il se conforme aux lois du pays et participe, un tant soit peu, à l'effort de développement humain. Se pose dès lors une double question, sur l'efficacité des mesures annoncées et sur la capacité des autorités publiques à mener les actions de rétorsion prévues à l'encontre des contrevenants. Sur le premier plan, l'on sait que des années de laisser-faire ont ancré profondément le sentiment d'impunité et promu l'apât du gain, au détriment de la légalité et de la simple morale. Tant pis si, ce faisant, ce comportement constitue un vol manifeste des salariés et de l'Etat, sans préjudice des conséquences sociales qu'il engendre. Sur le second plan, la contradiction du taux estimé par la CNAS avec celui de l'ONS, n'est pas pour rassurer sur la pertinence des procédures qui sont implémentées. Ceci, en regard de l'ampleur réelle du déni de droit rapporté à sa sous-estimation incompréhensible et en rapport avec l'importance des moyens qu'il faudra déployer afin d'identifier les entreprises coupables de fraude à la sécurité sociale. Sachant, de surcroît, que les travailleurs sont et seront très peu nombreux à dénoncer leurs patrons, dans un rapport de force qui, en dehors du secteur public et de syndicats qui les représenteraient, leur est très défavorable.

N. R.

## Tizi-Ouzou

### Près de 700 ha détruits par les flammes en trois mois

DURANT la période du 1<sup>er</sup> juin à début septembre courant, les services de la Conservation des forêts de la wilaya de Tizi Ouzou ont recensé la destruction de 688 ha de couvert végétal causée par plus de 100 départs d'incendie. Par types de végétation, les superficies parcourues par le feu se répartissent comme suit : 149 ha pour les forêts, 156 ha pour les maquis et autres, 123 ha d'arbres fruitiers dont la majorité des oliviers et 260 ha de broussaille. Quelque 9 000 arbres fruitiers dont la majorité des oliviers ont été détruits durant cette même période.

Il est à noter que plus de 600 ha détruits ont été enregistrés durant les seuls mois juin et juillet écoulés. La centaine de foyers recensés ont également détruit plus de 8 000 arbres fruitiers, notamment des oliviers. Comparativement au bilan des incendies à la même période de l'année dernière, les dégâts sont moins importants cette année puisqu'en 2014 la conservation des forêts de la wilaya de Tizi Ouzou avait enregistré 320 incendies ayant détruit 2 613 ha dont 511 ha de forêts et 20 000 arbres fruitiers, avec une forte proportion d'oliviers et de figuiers.

Hamid M.

## Naufrage de la communauté internationale



Louis

Djalou@hotmail.com

## Demandeurs d'asile en Europe

### L'ONU appelle à la répartition d'au moins 200 000 réfugiés

■ La tragique fin d'Aylan Kurdi, l'enfant syrien retrouvé mort sur une plage de Turquie, a bouleversé le monde entier tout en suscitant plusieurs réactions politiques à propos de la question des réfugiés et migrants. Pour sa part, l'ONU a appelé hier l'UE à la répartition d'au moins 200 000 réfugiés.

Par Yasmine Ayadi

La toile, les médias comme les quotidiens de plusieurs pays ont largement publié la photo d'Aylan Kurdi. Elle a indigné et choqué un monde perdu dans son indifférence, silence ou complicité. Cette triste photo qui renvoie l'image de l'humanité échouée n'est, par ailleurs, qu'une image miniature d'un drame qui se produit très souvent sur les plages de la Méditerranée mais qui malheureusement tarde à être pris au sérieux. En attendant que le monde déclare la guerre contre les guerres et l'injustice, ce sont des milliers de fuyitifs et de réfugiés à la recherche de la paix, de la quiétude, qui en payent la facture. Pendant que les plus grandes puissances et dictatures se partagent le monde et les richesses, des milliers de réfugiés et de migrants trouvent la mort. Quoi qu'il en soit, la mort de l'enfant syrien Aylan Kurdi a été largement dénoncée de la part de la communauté internationale. Cela a suscité plusieurs réactions politiques, notamment du côté des pays de l'UE. Pour sa part le Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Antonio Guterres, a appelé hier à la répartition d'au moins 200 000 demandeurs d'asile dans l'Union européenne (UE). «Les personnes qui ont une demande de protection valide (...) doivent ensuite bénéficier d'un programme de réinstallation de masse, avec la participation obligatoire de tous les Etats membres de l'UE. Une estimation vraiment préliminaire semble indiquer le besoin potentiel d'accroître les opportunités de réinstallation à

200 000 places», a indiqué M. Guterres dans un communiqué. «L'Europe est confrontée à son plus grand afflux de réfugiés depuis des décennies», a-t-il dit, estimant que «la situation exige un effort commun massif qui est impossible avec l'approche fragmentée actuelle» qui existe au sein de l'UE. «Après leur arrivée sur les côtes et les frontières de l'Europe, ils poursuivent leur voyage dans le chaos», a déploré M. Guterres, qui dénonce la façon indigne dont ces personnes sont traitées. Il a expliqué qu'«il s'agit avant tout d'une crise de réfugiés, pas seulement d'un phénomène migratoire», car la grande majorité de ceux qui arrivent en Grèce viennent de pays connaissant des conflits, comme la Syrie, l'Irak et l'Afghanistan. Le Haut-Commissaire estime que la

seule façon de résoudre ce problème est de mettre en place une «stratégie commune basée sur la responsabilité, la solidarité et la confiance». Il a estimé que «concrètement, cela signifie prendre des mesures urgentes et courageuses pour stabiliser la situation puis trouver un moyen de partager véritablement la responsabilité à moyen et long terme». «L'UE doit être prête, avec le consentement et l'appui des gouvernements concernés – principalement la Grèce et la Hongrie, mais aussi l'Italie – de mettre en place des capacités d'accueil et d'enregistrement d'urgence des personnes», a-t-il poursuivi. Il a également rappelé que les migrants qui n'ont pas de raison de rester en Europe devraient être renvoyés dans leur pays d'origine

Y.A.

## Blida

### Un réseau de malfaiteurs mis hors d'état de nuire

UN RÉSEAU de malfaiteurs activant sur l'axe de Blida et des villes avoisinantes a été mis hors d'état de nuire, récemment, suite à une saisie, sur ses membres, d'un quintal et 12 kg de drogue, par les services de la brigade criminelle au niveau de la sûreté de wilaya de Blida, a-t-on appris, jeudi, auprès de la cellule de communication de ce corps sécuritaire. Les cinq éléments de ce réseau criminel ont été arrêtés en flagrant délit de possession d'une première quantité de sept kg de drogue, suite à quoi il a été procédé à l'encerclement de la maison mitoyenne du lieu

d'arrestation, où il a été découvert une autre quantité de drogue, de plus de 100 kg, dissimulés dans des fûts, a indiqué la même source. Les interrogatoires menés auprès des éléments de cette bande ont abouti à l'identification de leur fournisseur principal et de son complice, arrêté plus tard dans la ville de Boufarik, alors qu'il tentait de prendre la fuite. Tous les mis en cause ont été présentés jeudi devant le procureur de la République près le tribunal de Boufarik, a-t-on ajouté de même source.

Hani Y.